

**Monsieur CAZABAN Jean  
Bâtiment EOSS  
22, rue Johannes Kepler  
64000 PAU**

**ASSOCIATION AVENIR RURAL EN BERN**

**4 rue des Pyrénées  
64800 BAUDREIX**

**LYCEE TECHNOLOGIQUE PRIVE  
NAY - BAUDREIX**

## **Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 août 2024**

**AUDIT PAU PAYS DE L'ADOUR**

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Grande Aquitaine

**Tél : 05.59.84.89.71  
Email : [jean.cazaban@eoss.fr](mailto:jean.cazaban@eoss.fr)**

**Association AVENIR RURAL EN BEARN  
LYCEE TECHNOLOGIQUE PRIVE NAY – BAUDREIX**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS  
Exercice clos le 31 Août 2024**

Aux membres adhérents,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 3 juin 2022, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association AVENIR RURAL EN BEARN relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, arrêtés par votre conseil d'administration du 7 mars 2025 et tels qu'ils sont joints au présent rapport, référencés de la page 1/26 à la page 26/26.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> Septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

#### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821.53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé pour émettre l'opinion ci-dessus, portent sur :

- Les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble ;
- Les procédures de contrôle interne appliquées pour la facturation aux familles ;
- Les procédures de contrôle interne appliquées pour les ventes au comptant de l'espace horticole.

L'analyse du contrôle interne que nous avons réalisée nous permet d'apprécier la qualité requise du traitement de l'information comptable et de gestion et en particulier concernant les assertions relatives à l'exhaustivité des opérations significatives de l'exercice.

Les procédures de confirmation directe mises en œuvre auprès des tiers contributeurs et de certains fournisseurs nous ont également permis de vérifier le respect des assertions de séparations des exercices, réalité et mesure des produits et des charges correspondantes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres adhérents.

### **Responsabilités de la direction et des membres du conseil d'administration relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**


Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



**Jean**  
**CAZABAN**  
**2025.03.27**  
**15:19:55**  
**+01'00'**

Fait à Pau, le 27 mars 2025

**Pour la SARL Audit Pau Pays de l'Adour**  
Commissaire aux comptes  
**Jean CAZABAN**  
Commissaire aux comptes

Actif			Au 31/08/2024			Au 31/08/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Immobilisations corporelles	Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>	2 538	2 538		
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
		TOTAL	2 538	2 538		
	Immobilisations corporelles	Terrains	13 940	1	13 938	
		Constructions	2 391 356	942 873	1 448 483	1 554 627
		Inst.techniques, mat.out.industriels	4 147 813	3 730 465	417 348	474 757
Immobilisations corporelles en cours		38 500		38 500		
Avances et acomptes						
TOTAL	6 591 610	4 673 339	1 918 270	2 029 384		
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés		1	1	1	
Immobilisations financières <sup>(2)</sup>	Participations et créances rattachées					
	Autres titres immobilisés	3 777		3 777	3 669	
	Prêts					
	Autres	2 723		2 723	2 723	
	TOTAL	6 500		6 500	6 392	
		Total I	6 600 650	4 675 878	1 924 772	2 035 778
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances <sup>(3)</sup>	Créances clients, usagers et comptes rattachés	84 624	6 743	77 881	47 847
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	456 103		456 103	477 582
		TOTAL	540 728	6 743	533 984	525 430
	Divers	Valeurs mobilières de placement	281 803		281 803	281 669
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	982 981		982 981	960 976
		Charges constatées d'avance <sup>(4)</sup>	31 220		31 220	34 761
		Total II	1 836 734	6 743	1 829 990	1 802 838
	Frais d'émission des emprunts	III				
	Primes de remboursement des emprunts	IV				
	Ecart de conversion Actif	V				
		TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	8 437 385	4 682 622	3 754 762	3 838 616
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Au 31/08/2024	Au 31/08/2023
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	44 845	44 845
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	1	1
	Écarts de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	422 177	422 177
	Report à nouveau	996 191	1 045 790
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	43 840	-49 599
	Situation nette (sous-total)	1 507 056	1 463 216
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	593 987	658 504
	Provisions réglementées		
Total I		2 101 044	2 121 720
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		19 848
Total II			19 848
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total III			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>	1 067 808	1 198 540
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>	4 695	4 533
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	135 715	111 610
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	46 651	58 191
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	41 539	7 623
	Autres dettes	59 757	46 853
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	297 551	269 696
Total IV		1 653 718	1 697 048
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		3 754 762	3 838 616
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	4 594	11 221
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/09/2023 Au 31/08/2024 12 mois	Du 01/09/2022 Au 31/08/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	30 723	35 828
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	658 747	567 656
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 380 011	1 272 608
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	100	
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	10 219	20 376
	Utilisations des fonds dédiés	4 760	
	Autres produits	9 996	14 736
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		<b>2 094 558</b>	<b>1 911 206</b>
Charges d'exploitation	Achats de marchandises	4 132	5 128
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	922 893	833 893
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	48 623	45 214
	Salaires et traitements	726 623	697 514
	Charges sociales	188 658	184 402
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	213 702	213 504
	Dotations aux provisions	6 743	5 579
	Reports en fonds dédiés		4 760
	Autres charges	76 964	81 988
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		<b>2 188 342</b>	<b>2 071 985</b>
1. Résultat d'exploitation (I-II)		<b>-93 784</b>	<b>-160 778</b>

		Du 01/09/2023 Au 31/08/2024 12 mois	Du 01/09/2022 Au 31/08/2023 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	194	157
	Autres intérêts et produits assimilés	24 185	6 771
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		24 380	6 928
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	12 599	13 623
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		12 599	13 623
2. Résultat financier (III-IV)		11 780	-6 694
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-82 003	-167 473
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	2 500	8 335
	Sur opérations en capital	135 373	119 279
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	137 873	127 615
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	33	
	Sur opérations en capital	6 800	8 464
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	6 833	8 464
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		131 040	119 150
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		5 196	1 276
Total des produits (I + III + V)		2 256 813	2 045 750
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		2 212 972	2 095 349
EXCÉDENT OU DÉFICIT		43 840	-49 599
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total		-1 022 890	-860 601
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			



## Principes et méthodes comptables

### Désignation de l'association :

#### Lycée Agricole du Pays de Nay

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 août 2024, dont le total est de 3 754 763 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 43 841 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01 septembre 2023 au 31 août 2024.  
Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 07 mars 2025 par les dirigeants de l'association.

## Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

### - Nom et adresse

Lycée Agricole du Pays de Nay  
Route des Lys  
64 800 NAY

Conformément aux nouvelles dispositions réglementaires de l'ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018, sont décrits :

### - L'objet social de l'entité :

L'Association LTP a pour objet d'assumer la responsabilité, dans les cadres législatifs et réglementaires en vigueur, et dans le respect des textes fondamentaux de l'Enseignement Catholique, d'établissements de formation permettant d'offrir à des jeunes en formation scolaire et supérieure, en apprentissage et à des adultes, une formation générale, technologique et professionnelle.

Elle assume notamment la responsabilité d'un établissement sous contrat avec le ministère chargé de l'agriculture, préparant aux métiers de l'agriculture et des professions connexes, de l'alimentation, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles, de l'environnement, de la forêt, de l'aquaculture ainsi qu'aux métiers des services en milieu rural. Cet établissement remplit les missions définies à l'article L 813-1 du code rural. Le contrat liant l'association à l'Etat est régi par les articles L.813-1 et R.813-1 et suivants du code rural.

### - La description de la nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées par l'association :

#### - Les moyens d'actions du LTP consistent également dans :

1- La création d'unité de production notamment une exploitation agricole, un centre équestre, une exploitation horticole, des ateliers de production, de transformation et de stockage. Elle peut gérer directement ces activités ou passer convention avec tout organisme concourant même partiellement à celles-ci.

2- Également et en complément, de ses activités de formation, l'association pourra déployer des activités d'accueil, d'hébergement, de restauration, de transport, de mise à disposition des locaux, d'animation et d'une manière générale se livrer à toute activité de quelque nature que ce soit, en lien avec son objet principal.

3- L'association pourra acquérir ou prendre en location tous les biens fonciers et immobiliers nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir la jouissance.

## - La description des moyens mis en œuvre :

Pour l'accomplissement de ses missions l'association LTP est dotée de moyens humains, matériels, immobiliers et économiques lui permettant de mener son action, dans le respect des grands équilibres sociaux et économiques associatifs.

## Principes et conventions générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 Août 2024 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 qui réforme le règlement ANC n°2014-03.

### Fonds propres

Les fonds propres sont constitués par des apports des membres ou des affectations de fondateurs, de personnes physiques, de personnes morales, d'autorités administratives et, au fur et à mesure de la vie de l'entité, par les résultats de l'entité.

Les fonds propres permettent d'assurer la pérennité des activités et le développement de nouveaux projets.

### Concours publics & Subventions

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire. Par opposition la subvention est attribuée de façon facultative et fait l'objet d'une décision particulière.

## Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 août 2024 sont établis en conformité avec les règles et méthodes comptables prévues par les textes légaux et réglementaires applicables en France.

Les personnes morales de droit privé à but non lucratif sont tenues de se référer au règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général pour les dispositions non couvertes par le règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, comme indiqué par l'article 111-2 de ce dernier règlement.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

## Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les frais accessoires, droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, sont incorporés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Aménagement des terrains : 30 ans
- \* Constructions : 10 à 50 ans
- \* Installations techniques : 2 à 10 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 2 à 10 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 3 à 20 ans
- \* Matériel de transport : 4 à 5 ans
- \* Matériel de bureau : 3 à 4 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

## Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

## Autres éléments significatifs

### Dons

Le conseil d'administration a décidé l'octroi d'un don de 9 146 € au profit du Lycée St Joseph.



# 1 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

## 1.3 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.



### 1.3.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentation s (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Imm. incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	2 539	-	-	-	2 539
Immobilisations corporelles	Terrains	-	13 940	-	-	13 940
	Constructions	2 391 357	-	-	-	2 391 357
	Install. Tech., mat., outillage	620 808	32 541	36 544	-	616 805
	Install. générales, ag. Am. divers	3 326 552	16 950	-	-	3 343 503
	Matériel de transport	25 859	-	-	-	25 859
	Mat bur., informatique, mobilier	163 308	1 595	3 257	-	161 647
	Immo. Corp. En cours	-	38 500	-	-	38 500
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	<b>Total III</b>	<b>6 527 884</b>	<b>103 527</b>	<b>39 801</b>	<b>-</b>	<b>6 591 610</b>
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	3 669	108	-	-	3 777
	Prêts et autres immo. financières	2 724	-	-	-	2 724
	<b>Total IV</b>	<b>6 393</b>	<b>108</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6 501</b>
<b>Total général</b>		<b>6 536 816</b>	<b>103 635</b>	<b>39 801</b>	<b>-</b>	<b>6 600 650</b>

Autres immobilisations corporelles - Divers : 1

Dont biens reçus par legs et donations destinés à être cédés : 1

### 1.3.1.1 Aménagement du cadre général – Augmentations

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles			103 526		
Immobilisations financières			108		
<b>TOTAL</b>			<b>103 634</b>		

### 1.3.1.2 Aménagement du cadre général - Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	À destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles			939		38 862
Immobilisations financières					
<b>TOTAL</b>			<b>939</b>		<b>38 862</b>

### 1.3.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	2 539	-	-	2 539
Amortissements corporelles	Terrains	-	1	-	1
	Constructions	836 730	106 143	-	942 873
	Install. Tech., mat., outillage	547 312	24 959	35 849	536 422
	Install. générales, ag. Am. divers	2 986 582	66 537	-	3 053 119
	Matériel de transport	16 781	2 225	-	19 006
	Mat bur., informatique, mobilier	111 095	13 837	3 014	121 918
	Immo. Grevéés de droits	-	-	-	-
	Total III	4 498 499	213 702	38 862	4 673 340
Total général		4 501 038	213 702	38 862	4 675 879



### 1.3.2.1 Aménagement du cadre général - Augmentations

Augmentations (Dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles		213 702		
<b>TOTAL</b>		<b>213 702</b>		

Catégories d'immobilisations	Postes du résultat avec dotation		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles	213 702		
<b>TOTAL</b>	<b>213 702</b>		

### 1.3.2.2 Aménagement du cadre général - Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
	Éléments transférés à l'actif circulant	Éléments cédés	Éléments mis hors service
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			38 862
<b>TOTAL</b>			<b>38 862</b>





### 1.3.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	2 539	-	-	-	-	2 539
Corporelles	4 498 499	213 702	-	38 862	-	4 673 340
<b>TOTAL</b>	<b>4 501 038</b>	<b>213 702</b>	<b>-</b>	<b>38 862</b>	<b>-</b>	<b>4 675 879</b>

### 1.3.4 Valeurs mobilières de placement

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement à la clôture de l'exercice s'établit comme suit :

	Nombre	Cours unitaire d'achat	Valeur boursière unitaire	Valeur boursière du portefeuille	Plus-value latente
CREDIT AGRICOLE SA	82,00	14,09	13.725	1 125.45	

## 1.4 Actif circulant

### 1.4.1 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	5 580	-	-	6 743
Autres	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>5 580</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6 743</b>



Description de l'actif déprécié	Valeur Actuelle Fin exercice	VNC début exercice	Évolution des dépréciations dans l'exercice		
			Dotation	Reprise	Poste résultat (1)
Clients douteux	11 246	8 981	6 743	5 580	Exploitation

### 1.4.2 Produits à recevoir

	Montant
Divers remboursements à recevoir	2 200
Divers autres produits à recevoir	74 959
Intérêts courus DAT	648
Subventions à recevoir	365 608
<b>Total</b>	<b>443 415</b>

### 1.4.3 Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Facture client constatée d'avance	5 628		
Participation état ART 4 & 44 constatée d'avance	291 924		
<b>Total</b>	<b>297 552</b>		

## 1.5 Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	44 846	-	-	-	44 846
Fonds propres avec droit de reprise	1	-	-	-	1
Ecart de réévaluation	-		-	-	-
Réserves	422 178	-	-	-	422 178
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-	-	-	-	-
Report à nouveau	1 045 790	-49 599	-	-	996 191
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-	-	-	-	-
Excédent ou déficit de l'exercice	-49 599	49 599	-	-	43 841
<i>Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-	-	-	-	-
<b>Situation nette</b>	<b>1 463 216</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 507 057</b>
Dotations consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	658 504		-113 077	48 561	593 988
Provisions réglementées	-		-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>2 121 720</b>		<b>-113 077</b>	<b>48 561</b>	<b>2 101 044</b>

## Subventions amortissables

	Valeur à l'origine	Amts	Cumul Amts	Valeurs nettes
Investissement Programme 2015	24 680	2 391	22 201	2 479
Investissement Programme 2014	82 180	6 534	74 792	7 388
Peinture 2008	16 432	244	15 477	955
Cours Récréation 2011	104 000	7 176	104 000	0
Isolation 2015	3 788	379	3 599	189
Internat - subv 2016 à 2018	658 745	37 002	218 697	440 048
Assainissement - 2019	36 187	3 498	15 470	20 717
Batiment 2021	10 373	1 482	3 865	6 508
Equipement 2021	21 209	5 304	14 540	6 669
Equipement 2020	21 446	2 360	14 268	7 178
Serres horticoles 2021	24 215	2 421	6 962	17 253
Subvention équipement 2022	19 894	4 134	8 089	11 805
Subvention bâtiment 2022	37 001	2 680	7 092	29 909
Equipement poste	1 897	237	454	1 443
Equipement informatique 2023	18 002	5 167	5 219	12 783
Equipement pédagogique 2024	9 695	281	281	9 414
Extension salle des professeurs	19 250	0	0	19 250
<b>TOTAL</b>	<b>1 108 994</b>	<b>81 290</b>	<b>515 006</b>	<b>593 988</b>



## 2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

### 2.1 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	2 724		2 724
ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	84 625	84 625	
	Autres	456 103	456 103	
Charges constatées d'avance		31 221	31 221	
TOTAL		574 673	571 949	2 724

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	



ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	4 595	4 595		
	à plus d'1 an à l'origine	1 063 213	120 358	386 345	556 511
Emprunts et dettes financières divers		4 695	4 695		
Fournisseurs et comptes rattachés		135 715	135 715		
Dettes fiscales et sociales		46 651	46 651		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		41 539	41 539		
Autres dettes		59 757	59 757		
Produits constatés d'avance		297 552	297 552		
<b>TOTAL</b>		<b>-</b>	<b>710 862</b>	<b>386 345</b>	<b>556 511</b>

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	124 105
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	

Sur le prêt de 1 100 000 €, souscrit auprès de la banque Crédit Agricole, une hypothèque conventionnelle a été prise par le prêteur sur le droit au bail à construction sis à BAUDREIX, Rue de l'Eglise, et portant sur l'Internat. Le montant de la garantie est de la totalité du prêt soit 1 100 000 € et pour une durée de 288 mois (soit 24 ans).



## Emprunts

### Mouvements sur le capital au 31/08/2024

	Capital emprunté	Solde au 31/08/2024	Restant à moins d'un an	Restant de 1 à 5 ans	Restant à plus de 5 ans
Cuisine pédagogique + toiture + mise en sécurit	80 000	3 644	3 644	0	
Cuisine pédagogique + toiture + mise en sécurit	82 180	22 260	7 285	14 975	
Internat Baudreix + Mise aux normes élec.	118 983	65 268	7 927	32 364	24 977
Construction internat	104 930	64 735	6 924	28 359	29 452
Construction internat	400 000	130 887	40 899	89 988	
Construction internat	1 100 000	776 419	53 678	220 659	502 082
<b>TOTAL</b>	<b>1 886 093</b>	<b>1 063 213</b>	<b>120 357</b>	<b>386 345</b>	<b>556 511</b>

### Mouvements sur les intérêts au 31/08/2024

	Capital emprunté	Rembst Exercice	Restant à moins d'un an	Restant de 1 à 5 ans	Restant à plus de 5 ans
Cuisine pédagogique + toiture + mise en sécurit	80 000	157	17		
Cuisine pédagogique + toiture + mise en sécurit	82 180	541	409	415	
Internat Baudreix + Mise aux normes élec.	118 983	600	535	1 690	206
Construction internat	104 930	680	615	2 075	423
Construction internat	400 000	1 483	1 088	1 071	
Construction internat	1 100 000	8 777	8 195	28737	19 618
<b>TOTAL</b>	<b>1 886 093</b>	<b>12 238</b>	<b>10 859</b>	<b>33 988</b>	<b>20 247</b>

### Total des annuités au 31/08/2023

	Capital emprunté	Rembst exercice	Rembst à moins d'un an	Rembst de 1 à 5 ans	Rembst à plus de 5 ans
Cuisine pédagogique + toiture + mise en sécurit	80 000	8 786	3 661		
Cuisine pédagogique + toiture + mise en sécurit	82 180	7 694	7 694	15 389	
Internat Baudreix + Mise aux normes élec.	118 983	8 482	8 482	34 282	25 096
Construction internat	104 930	7 539	7 539	37 693	22 616
Construction internat	400 000	41 988	41 988	91 058	
Construction internat	1 100 000	61 873	61 873	193 327	521 332
<b>TOTAL</b>	<b>1 886 093</b>	<b>136 362</b>	<b>131 237</b>	<b>371 749</b>	<b>569 044</b>

## 2.2 Dettes garanties par des sûretés réelles

	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeurs des biens donnés en garantie
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	776 419	776 419	2 194 479
Emprunts et dettes divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
<b>Total</b>	<b>776 419</b>	<b>776 419</b>	<b>2 194 479</b>

## 2.3 Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	37 757
Organismes sociaux charges à payer	1 475
Charges à payer	9 146
<b>Total</b>	<b>48 378</b>



## Compte de résultat

### 2.3.1 Population scolaire

	2023/2024	2022/2023
<b>Nombres d'élèves</b>		
Lycée professionnel	273	251
<b>Total Etablissement</b>	<b>273</b>	<b>251</b>
Pensionnaires	152	143
Demi-pensionnaires	116	100
Externes	5	8

### 2.3.2 Tarifs annuels

#### 2.3.1.1 Participation des familles

	2023/2024	2022/2023
<b>Contribution des familles</b>		
Lycée professionnel	55	52

	2023/2024	2021/2022
<b>Demi-pension</b>		
Lycée professionnel	138	131

	2023/2024	2021/2022
<b>Pension</b>		
Lycée professionnel	267	254

### 2.3.1.2 Participation de l'Etat et des collectivités

	2023/2024	2022/2023
<b>Collectivités</b>		
Lycée professionnel	1 091 565	1 011 506

#### Rémunération des commissaires aux comptes

##### Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 10 118 €

### 2.3.1.3 Participation de l'Etat et des collectivités publiques

Subventions de fonctionnement

	2023/2024
<b>PARTICIPATION DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES PUBLIQUES</b>	
<b>AUTRES PARTICIPATIONS</b>	
<b>SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR AUTRES ACTIVITES</b>	
74280100 - SUBVENTIONS ELEVES HANDICAPES	154 964
74282000 - SUBV AQUITAINE UFA APPRENTIS	43 543
73810000 – TAXES APPRENTISSAGE REVERSEES AU LYCEE	43 000
74880002 - REGION SUBV INT S/ 82 180 €	541
74880003 - REGION SUBV INT S/ 118 983 €	600
74880004 - REGION SUBV INT S/ 104 930€	680
74185000 – ETAT SUBV AIDE EXCEPT EMPLOYEURS APPRENTIS	6 000
	<b>249 328</b>

**Suivi des subventions affectées**

	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours de l'exercice	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
	A	B	C	A - B + C	
Subvention 23-24	4 760	4760	4 760	0	0
Subvention Erasmus	15 088	15 088	15 088	0	0
<b>Total</b>	<b>19 848</b>	<b>19 848</b>	<b>19848</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Concours publics et subventions**

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		1 085 860	5 705		43 000	1 134 565
Subventions d'exploitation		6 000	239 446			245 446
Subventions d'équilibre			81 291			81 291
Subventions d'investissement						
						<b>1 461 302</b>

**2.3.3 Résultat par activité ou établissement**

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
<b>Gestion propre (= libre)</b>		
Part du résultat		24 381
<b>Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)</b>		19 460
Part du résultat		
<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>43 841</b>

## 2.4 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	2023/2024	2022/2023	2021/2022
Effectifs exprimés en équivalent temps plein			
AEVS	3.65	3.43	2.98
AGENT TECHNIQUE	0	1.00	1.00
EDUCATEUR	1.00	1,00	1.00
AVSI	2.39	2.65	2.91
<b>Personnel Vie Scolaire</b>	<b>7.04</b>	<b>8.08</b>	<b>7.88</b>
CUISINE	2.00	2.00	1.91
AGENT DE SERVICES	1.86	1.24	1.93
PAT	0.69	0,69	0,69
AGENT TECHNIQUE	1.00	0,25	0,73
<b>Personnel de services</b>	<b>5.68</b>	<b>4.93</b>	<b>4.79</b>
SECRETARIAT/COMPTABILITE	2.59	2.59	2.53
DIRECTION	1.80	1.91	2.00
<b>Administration</b>	<b>4.39</b>	<b>4.50</b>	<b>4.53</b>
PSYCHOLOGUE	0.13	0.11	0,11
<b>Psychologue</b>	<b>0.13</b>	<b>0,11</b>	<b>0,11</b>
<b>Personnel non enseignant (a)</b>	<b>17,24</b>	<b>17.62</b>	<b>17.31</b>
Secondaire	6.13	5.75	3.95
<b>Professeurs hors contrat (b)</b>	<b>6.13</b>	<b>5.75</b>	<b>3.95</b>
<b>Personnel enseignant (b) + (c)</b>	<b>6.13</b>	<b>5.75</b>	<b>3.95</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>23.37</b>	<b>23.37</b>	<b>21.16</b>
dont Personnel à la charge de l'OGEC (a) + (b)	23.37	23.37	21.26

### 3 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

#### 3.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Autres engagement reçus		
Remboursement d'emprunt par le Conseil Régional (Capital + Intérêts)		152 263
Subvention Rénovation Bâtiment Equitation (1)		49 172
Subvention Equipement Pédagogique (2)		18 716
Subvention Extension Salle de Professeurs (3)		58 461
<b>TOTAL</b>		<b>278 612</b>

(1) Dont 37 001 € constatés dans les comptes au 31/08/2024

(2) Dont 9 695 € constatés dans les comptes au 31/08/2024

(3) Dont 19 250 € constatés dans les comptes au 31/08/2024

#### 3.2 Valorisation d'un équivalent-loyer

Afin d'assurer un meilleur entretien des biens et par conséquence une plus grande pérennité du patrimoine, le CNEAP a préconisé il y a quelques années de distinguer comptablement la gestion scolaire (concernant l'ensemble de l'activité sous contrat, mais également la formation continue et l'apprentissage) et la gestion patrimoniale (concernant la vie associative, et notamment la gestion des immeubles).

L'établissement scolaire est alors "fictivement" locataire de l'association responsable de la gestion (gestion patrimoniale) pour que cette dernière dispose régulièrement de ressources suffisantes pour entretenir son patrimoine.

Cette méthode permet d'évaluer un coût réel d'occupation des locaux scolaires sur la base des mètres carrés scolaires utilisés.

Les ressources de la gestion patrimoniale sont donc principalement constituées par un loyer qui apparaît alors comme une charge de la gestion scolaire.

Toutefois, le respect du droit comptable ne permet de faire figurer en compte 613 un loyer qui n'est pas réellement encaissable.

Cette comptabilisation qui corrige le résultat de chaque gestion ne peut être présentée qu'au niveau analytique. Le calcul du loyer ainsi estimé doit obligatoirement figurer dans l'annexe des comptes annuels.

L'une des 2 conditions du prêt à usage n'étant pas remplie, l'équivalent loyer n'a pas été calculé.

#### 3.3 Contributions volontaires

La valorisation des contributions volontaires n'a pu être effectuée au titre de cet exercice 2023/2024, compte tenu du fait que l'établissement n'a pas mis en place de suivi des temps consacrés par les bénévoles pour l'association.

### 3.4 Fonds dédiés

Signature en septembre 2023 d'une convention Erasmus avec un lycée en Estonie. Le lycée est participant au projet et va percevoir une subvention de 30 176 € destinée à couvrir des frais de déplacements échelonnés entre novembre 2023 et mi-année 2024.

Pas de fonds dédiés à la clôture au 31/08/2024. Les fonds liés au programme Erasmus « Estonie » sont rattachés en totalité sur cet exercice, soit 30 176 €.